

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/IG/W/33

10 avril 2001

(01-1828)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement**

Original: anglais

THÈME 2 – QUE FONT LES MEMBRES QUI SONT CONFRONTÉS À CE QU'ILS CONSIDÈRENT ÊTRE UN CONTOURNEMENT?

Réponses des ÉTATS-UNIS aux questions de l'ÉGYPTÉ¹ concernant la législation et les pratiques anticonournement des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 2001.

Question 1

Comment les États-Unis peuvent-ils justifier leurs procédures au regard des dispositions de l'article premier et de l'article 18.1 de l'Accord antidumping?

Réponse

Les procédures anticonournement des États-Unis sont parfaitement conformes à l'article premier et à l'article 18.1 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à toutes les autres dispositions de l'Accord. Comme il est précisé dans la Décision ministérielle sur l'anticonournement, les Membres n'avaient pas été en mesure, lors de la négociation de l'Accord antidumping, de s'entendre sur un texte précis concernant le problème du contournement. De ce fait, ni le GATT de 1994 ni l'Accord antidumping ne contiennent de dispositions énonçant des directives ou restrictions particulières quant au déroulement des enquêtes anticonournement, qui ne sont donc pas visées par les articles premier et 18.1. Les États-Unis souscrivent néanmoins à l'idée exprimée dans la Décision ministérielle selon laquelle il est souhaitable que des règles uniformes puissent être applicables dans ce domaine aussitôt que possible.

Question 2

L'article 18.4 de l'Accord antidumping dispose que "Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question."

¹ G/ADP/IG/W/26.

Les États-Unis pourraient-ils expliquer en quoi leurs procédures anticontournement sont compatibles avec l'article cité plus haut?

Réponse

Étant donné que, comme il est reconnu dans la Décision ministérielle, l'Accord antidumping ne contient aucune disposition spécifique sur le problème du contournement, les lois, réglementations et procédures administratives pertinentes des États-Unis sont pleinement compatibles avec l'article 18.4.

Question 3

D'après la note de bas de page 2 de la communication mentionnée des États-Unis, "la loi des États-Unis dispose que les déterminations relatives à l'existence d'un anticontournement doivent, dans toute la mesure du possible, être établies dans un délai de 300 jours suivant l'ouverture de l'enquête".

Les États-Unis pourraient-ils expliquer plus en détail la raison d'être de ce délai?

Réponse

La loi antidumping des États-Unis dispose, dans 19 USC § 1677 j) f), que, dans toute la mesure du possible, les enquêtes anticontournement doivent être closes dans un délai de 300 jours à compter de la date de l'ouverture de l'enquête. Cette prescription se retrouve aussi dans les dispositions réglementaires énoncées dans 19 CFR § 351.225 f) 5). D'après l'expérience des États-Unis, ce délai permet de concilier la nécessité de clore l'enquête rapidement et la nécessité de recueillir les données pertinentes et de parvenir à une détermination exacte. Les États-Unis accueilleraient avec intérêt les observations d'autres Membres au sujet du délai qui leur semble, au vu de l'expérience, le mieux indiqué pour mener de telles enquêtes.

Question 4

Selon les procédures appliquées aux États-Unis, une enquête anticontournement est normalement ouverte à la suite d'une demande présentée par la branche de production concernée des États-Unis. Comment les dispositions de l'article 5.4 de l'Accord antidumping de l'OMC sont-elles appliquées ou, plus précisément, comment le Département du commerce évalue-t-il la représentativité du requérant et comment détermine-t-il l'admissibilité de ce dernier et la recevabilité de sa demande?

Réponse

Tel qu'il est énoncé, l'article 5.4 s'applique à la phase qui précède l'ouverture d'une enquête antidumping, et non aux enquêtes ouvertes après que celle-ci a été achevée et que l'existence d'un dumping dommageable a été constatée. En ce qui concerne la faculté du requérant de présenter une demande d'enquête anticontournement, les dispositions réglementaires énoncées dans 19 CFR § 351.225 c) 1) disposent qu'une demande doit être déposée par une "partie intéressée" c'est-à-dire, selon la définition donnée dans 19 USC § 1677 9), par des producteurs nationaux, des syndicats ou des associations professionnelles ou économiques. La demande doit être notifiée à toutes les personnes qui ont pris part à une phase ou une autre de la procédure (19 CFR § 351.225 n)). À notre connaissance, il n'y a eu, depuis l'adoption des modifications apportées à la législation antidumping des États-Unis pour prendre en compte l'Accord antidumping, aucun cas dans lequel la qualité de partie intéressée au sens de la loi ait été contestée à un requérant. Dans une seule enquête engagée avant la promulgation de la législation américaine portant mise en œuvre de l'Accord

antidumping du Cycle d'Uruguay, le Département du commerce a mis fin à l'enquête anticonournement lorsqu'il est devenu manifeste que la partie qui avait demandé l'enquête ne satisfaisait pas à la définition de partie intéressée. Voir *Industrial Belts and Components and Parts Thereof, Whether Cured or Uncured, From Japan; Termination of Circumvention Inquiry of Anti-dumping Duty Order*, 59 Fed. Reg. 23693 (6 mai 1994).

Question 5

Les États-Unis pourraient-ils préciser sous quelle forme les mesures sont finalement appliquées (à savoir droits additionnels, nouveaux droits ou autres)?

Réponse

Une enquête anticonournement ne débouche pas nécessairement sur l'imposition de droits à l'encontre du produit en question. Lorsqu'une constatation positive de l'existence d'un contournement est prononcée, les États-Unis exigent une garantie, sous la forme d'un dépôt en espèces, sur les importations qui constituent un contournement. En vertu du système rétroactif appliqué par les États-Unis, le montant des droits antidumping dont sont passibles ces importations n'est calculé qu'une fois qu'un réexamen administratif ultérieur a été effectué, sur la base du niveau de dumping au cours de la période considérée.

Question 6

En ce qui concerne les industries d'assemblage, l'Égypte souhaite obtenir des réponses aux questions suivantes:

Premièrement: les pièces ou composants d'un produit final – lequel a été assujetti à des droits antidumping à l'issue d'une première enquête – peuvent-ils être passibles de nouveaux droits anticonournement?

Réponse

Tout d'abord, la branche de production requérante inclut très souvent les pièces ou composants dans la demande initiale, qui sont alors explicitement visés par la constatation de l'existence d'un dumping et d'un dommage important. Lorsque l'enquête initiale n'aborde pas expressément cette question, le Département du commerce a le pouvoir discrétionnaire, dans des conditions très précises énoncées dans 19 USC § 1677 j) a), de constater que des pièces ou composants d'un produit assujetti à des droits antidumping ont été importés en contournement de l'ordonnance antidumping et qu'ils doivent être soumis à des droits. Premièrement, il faut que la partie participe aux opérations d'assemblage ou de finissage aux États-Unis d'un produit qui, s'il était importé à l'état assemblé ou fini, serait assujetti à l'ordonnance antidumping. Deuxièmement, il faut que le produit soit assemblé ou fini à partir de pièces ou de composants importés du pays visé par l'ordonnance antidumping. Troisièmement, il faut que le processus d'assemblage ou de finissage soit mineur ou insignifiant et que la valeur des pièces ou des composants représente une part importante de la valeur totale du produit fini. Pour déterminer si le nouveau processus d'assemblage ou de finissage effectué aux États-Unis est mineur ou insignifiant, les États-Unis examinent le niveau de l'investissement, le niveau de la recherche-développement, la nature du processus de production, l'importance des installations de production et la part de la valeur totale du produit fini imputable au processus. Pour déterminer s'il y a lieu de constater l'existence d'un contournement dans ces conditions, l'autorité administrante considère des facteurs tels que la structure des échanges, y compris les sources d'approvisionnement, et la question de savoir si le fabricant ou l'exportateur des pièces ou des composants est affilié à la partie qui assemble ou finit le produit, et si, depuis l'ouverture de l'enquête, les importations des pièces ou des composants ont augmenté. Enfin, avant de formuler une

constatation de l'existence d'un contournement au titre de l'article 1677 j) a), le Département du commerce doit le notifier à la Commission du commerce international des États-Unis qui, si elle estime que l'inclusion envisagée de pièces ou composants dans le champ d'application de l'ordonnance pose un problème d'une difficulté notable en ce qui concerne le dommage, peut rendre un avis sur le point de savoir si cette inclusion serait incompatible avec la détermination initiale.

Deuxièmement: comment pourrait-on justifier le fait que des droits antidumping déjà appliqués à un produit spécifique soient imposés sur un autre?

Réponse

La disposition en question de la loi antidumping des États-Unis ne s'applique qu'aux situations dans lesquelles la phase de production qui se situe aux États-Unis est mineure ou insignifiante au point où les pièces ou composants sont, pour toutes les fins commerciales, les mêmes que le produit fini visé par l'ordonnance. Si la phase de production transférée aux États-Unis n'est pas mineure ou insignifiante, il n'y aura pas de constatation de l'existence d'un contournement en ce qui concerne les pièces ou les composants. Voir, par exemple, *Hot-Rolled Lead and Bismuth Carbon Steel Products from Germany and the United Kingdom; Negative Final Determinations of Circumvention of Anti-dumping and Countervailing Duty Orders*, 64 Fed. Reg. 40336, 40342 (26 juillet 1999); dans cette affaire, le Département du commerce, en déterminant de ne pas constater l'existence d'un contournement au sens de l'article 1677 j) a), a notamment constaté que le procédé de finissage en question nécessitait un important investissement financier.

Troisièmement: dans le cas de pièces ou composants, y a-t-il des circonstances dans lesquelles une enquête anticontournement peut être menée et des mesures appliquées par les autorités à l'encontre d'un produit spécifique sans que la branche de production nationale concernée ait présenté de demande?

Réponse

Si le Département du commerce dispose de renseignements suffisants pour conclure qu'une enquête est justifiée, il est habilité, en vertu de l'article 351.225 b) de son règlement, à ouvrir une enquête anticontournement, qu'il ait reçu ou non une demande.
